



**Médecins pour la sortie
du nucléaire**
Le 27 novembre

PSR/IPPNW
SWITZERLAND/SCHWEIZ/SUISSE/SVIZZERA

Physicians for Social Responsibility/International Physicians for the Prevention of Nuclear War
Ärztinnen und Ärzte für soziale Verantwortung/zur Verhütung des Atomkrieges
Médecins pour une responsabilité sociale/pour la prévention de la guerre nucléaire



Madame la Conseillère Fédérale
Doris Leuthard
UVEK
Kochergasse 6
3003 Bern

Lucerne, le 28.10.2016

Lettre ouverte du « Comité des Médecins pour la Sortie du Nucléaire » à Madame la Conseillère Fédérale Doris Leuthard

Plaidoyer médical pour une sortie IMMEDIATE du nucléaire – pas dans des années !

Madame la Conseillère fédérale,

Sous l'effet de la catastrophe de Fukushima le Conseil fédéral et le Parlement ont décidé en 2011 d'initier un tournant énergétique. La prise de conscience quant à l'énormité des risques que la technologie atomique fait peser sur les corps et la santé humaine ont eu raison du poids des intérêts économiques. Vous-même avez fait preuve, à cette occasion, d'une prévoyance généreuse, tout au bénéfice de la santé publique. Ceci mérite encore et toujours reconnaissance.

Cependant votre attitude actuelle face à l'initiative pour la sortie du nucléaire nous déçoit. Elle dilue la promesse initiale de renoncer, par sens des responsabilités, à l'énergie atomique, pire, elle met fondamentalement en péril la sortie du nucléaire. Une chose va de soi pour nous, dans notre profession: lorsque chez un patient un diagnostic est posé, nous lui conseillons de mettre en route le traitement TOUT DE SUITE, pas dans un futur indéterminé. Personne ne comprendrait qu'un patient souffrant d'angine de poitrine ne soit mis au bénéfice d'un traitement qu'après une année d'attente.

Dans notre travail quotidien de médecins nous avons l'habitude d'évaluer les risques qui menacent la santé. Nos patients et leurs proches attendent, avant tout, que nous les informions des risques graves qu'ils encourent. Docteur, puis-je guérir ? Docteur, vais-je survivre à cette opération ? Même lorsque la probabilité d'une complication est faible, nous devons en informer les patients et leur expliquer clairement quelles en seraient les conséquences pour eux. Simplement constater qu'une complication est rare est bien peu utile à la personne concernée.

Une chose nous manque dans votre argumentation sur les centrales suisses, Madame la Conseillère fédérale : de ne pas envisager le risque principal d'un accident nucléaire, à savoir la fonte du cœur. L'analyse des risques faite par un groupe de chercheurs internationaux, en collaboration avec l'EPFZ, arrive à la conclusion suivante: les risques d'accident atomique sont bien plus élevés qu'on ne l'admettait jusqu'ici. Ces experts postulent que la probabilité qu'un accident comme Fukushima ou Tchernobyl survienne dans les 60 à 150 prochaines années est de 50%. Les assurances de notre pays estiment le risque tellement élevé, qu'aucune d'entre elles n'est prête à signer une police. Un accident majeur dans une centrale atomique occasionnerait des frais de l'ordre de plusieurs milliers de milliards de francs.

En Suisse un accident peut survenir à tout moment. Pour un pays densément peuplé comme le nôtre les conséquences seraient énormes. Ce « risque nucléaire résiduel », dont vous êtes consciente, ne peut pas être passé par pertes et profits. Il existera toujours, même si une instance de surveillance comme l'ISFN atteste la sécurité.

En tant que médecins nous savons que la production d'électricité par des centrales thermiques est nuisible à l'environnement. Cet argument ne peut toutefois être invoqué contre une sortie rapide du nucléaire, car des alternatives prometteuses existent déjà et des progrès rapides se font partout dans le monde. Industrie et commerce sont conscients du besoin urgent d'innovation dans le secteur énergétique et agissent en conséquence. Franchement Madame, auriez-vous pensé au début de votre carrière politique qu'un jour, en 2014, vous vous déplacerez à 100% en mobilité électrique?

L'expérience médicale montre que des techniques nuisibles pour la santé sont maintenues en place pendant des décennies, envers et contre tout, par une économie dont les intérêts financiers sont à court terme. L'amiante est un exemple qui démontre que les politiques ont dû admettre que les mises en garde par les médecins étaient sérieuses. Ce sont les patients, leurs proches et la collectivité qui ont assumé les coûts. Aujourd'hui il va de soi que l'amiante n'est plus utilisée dans la construction des bâtiments.

La sécurité et la protection des populations devraient constituer des priorités. Nous attendons des politiques qu'ils incluent les considérations sanitaires dans leurs décisions. Espérons que le 27.11.2016 ils diront un Oui responsable à la sortie du nucléaire, indépendamment de toute considération économique.

Avec nos salutations les meilleures

Pour le « Comité des Médecins pour une Sortie du Nucléaire » :



Dr Peter Kälin
co-président



Dr Bettina Wölnerhanssen
co-présidente



Dr Claudio Knüsli